

Déclaration du MSC à la séance consacrée à l'Évaluation du CSA

17 octobre 2018

Azra Sayeed (IWA), Pakistan

Comité de Coordination du MSC

Le MSC a participé au processus d'évaluation du CSA au cours des deux dernières années et y a apporté des contributions nombreuses et substantielles, toujours dans le but de **renforcer le CSA dans l'esprit de sa réforme et de sa vision** de lutter pour un monde sans faim où le droit à une alimentation adéquate est réalisé pour tous.

Nous tenons à **exprimer notre gratitude** aux deux co-animateurs de l'année dernière, Jiani Tian de Chine et Oliver Mellentin d'Allemagne, pour leurs efforts et leur leadership. Il n'a pas été simple de faciliter le processus de consultation dans un contexte complexe et parfois controversé.

Avec l'adoption aujourd'hui de la mise en œuvre de la réponse au rapport d'évaluation du CSA, **le CSA entre dans une nouvelle période**. La période intensive et plutôt centrée sur elle-même du processus d'évaluation du CSA peut maintenant s'achever et devrait être suivie d'une période au cours de laquelle tous les membres et participants s'engagent avec un nouvel esprit et une énergie nouvelle.

Maintenant, il est **temps de renouveler son engagement**

Nous le savons tous : Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de la faim zéro des ODD. Les chiffres du Rapport SOFI sur la faim et la malnutrition montrent que nous sommes sur la mauvaise voie. Nous pensons que le CSA est un espace central pour mener les discussions urgentes et approfondies qui s'imposent afin de déterminer les causes, les obstacles et les facteurs qui ont conduit à cette situation alarmante.

Le moment est venu pour nous tous, en particulier les Gouvernements et les Agences ayant leur siège à Rome, de réaffirmer notre attachement au CSA, à sa vision et à ses rôles, en apportant un soutien politique et financier renouvelé aux processus politiques et au fonctionnement efficace du CSA et à la diffusion, à l'utilisation, à l'application et au suivi intégral de ses résultats politiques.

Pour atteindre l'ODD#2 et les ODD connexes liés à la réalisation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il est **indispensable que les gouvernements et l'ONU expriment un nouvel et plein engagement en faveur du droit à une alimentation adéquate** et remplissent leurs obligations de respecter, protéger et réaliser tous les Droits humains. **Les gouvernements ne doivent pas aller à l'encontre mais au contraire défendre et appuyer le mandat des Nations Unies en matière de Droits humains.**

Nous, les peuples, sommes les moteurs les plus importants du changement. Nos voix, nos revendications et nos propositions en tant que femmes et jeunes, peuples autochtones et paysans sans terre, petits exploitants agricoles et familiaux, pêcheurs artisanaux et pasteurs, travailleurs agricoles et de l'alimentation, populations urbaines défavorisées en situation d'insécurité alimentaire et consommateurs **doivent être mieux entendues à l'avenir** aux niveaux local, national, régional et mondial.

Le rapport de mise en œuvre de la réponse à l'évaluation du CSA fournit la base pour **renforcer l'orientation stratégique du CSA pour faire face aux énormes défis de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aujourd'hui et dans un avenir proche.**

La promotion de la **diffusion, de l'utilisation et de l'application des résultats politiques du CSA doit être une priorité** des membres et des participants du CSA au cours des prochaines années. Nous invitons en particulier les gouvernements et les ABR à discuter avec les organisations de la société civile aux niveaux national, régional et mondial de l'utilisation et de l'application accrues des résultats des politiques du CSA.

L'événement thématique mondial de demain sur le suivi de l'utilisation et de l'application des Directives sur le droit à l'alimentation est l'**occasion de remettre le droit à l'alimentation et les droits humains au centre des débats du CSA**. Cette approche **devrait encadrer et guider les prochains processus de convergence des politiques** sur les systèmes alimentaires et la nutrition, ainsi que sur l'agroécologie et autres approches novatrices en 2019 et 2020.

Nous entamons aujourd'hui le processus de consultation pour le PTPA 2020-2023. Il est fondamental que ce processus d'établissement des priorités soit étroitement lié à la vision du CSA, à son objectif général et à ses objectifs stratégiques, et mette en pratique ce qui a été convenu lors des discussions sur le processus d'évaluation du CSA. Dans ce contexte, nous tenons à souligner qu'il a été convenu que l'égalité des genres, les droits des femmes et des filles et l'autonomisation des femmes devraient être intégrés dans tous les processus et activités du CSA.

Travaillons ensemble pour obtenir des changements fondamentaux et continus qui accordent la priorité aux personnes et placent leur inclusion, leur participation, leurs voix et leurs droits au centre de la convergence, de la coordination et de la cohérence des politiques, en particulier pour lutter contre la faim et la malnutrition ainsi que leurs causes.

Il est temps de renouveler notre engagement.